

Déjà 40 ans de socialisme pour détruire la France avec l'argent des autres



On a peine à croire que 40 années seulement nous séparent du début de l'idéologie du socialisme de Mitterrand pour détruire la France millénaire. Mitterrand, le plus génial de tous les socialistes opportunistes, surprend aujourd'hui encore par tous ses mensonges et ses manipulations. Les principales mystifications du socialisme pour détruire la France ont prospéré hier avec la Pompe à Phynances du paresseux Hollande-UBU et aujourd'hui avec la Pompe à Phynances de Macron, l'incompétent de la macronnerie vulgaire.

Vraiment, le paresseux Hollande-UBU et Macron, l'arrogant incompétent, ont su regarder l'avenir de la France dans le rétroviseur du socialisme accapareur du XIX^{ème} siècle pour détruire la France !

Avec Macron à la télé, on a le simulacre de la macronnerie vulgaire au journal de 20 h 00 de TF1.

Atlantico : « *Macron encaisse sans attendre les dividendes de l'accord européen* ». Macron, auto-invité au journal de 20 h 00 de TF1, est revenu sur le sommet européen et sur l'accord « historique » obtenu. (???)

Florian Silnicki analyse le propos de Macron. Ce n'est pas un grand moment de journalisme car Julien Arnaud est conforme à la règle de la soumission de TF1-LCI pro-Macron. C'est pourquoi il renonce toujours à se faire entendre par Macron et ne l'interpelle pas, ni n'intervient pour le contredire. Le duplex est utile pour ne pas gêner Macron qui peut faire semblant de ne pas entendre des questions de vrai journalisme qui ne lui seront pas posées. Et le journaliste peut poursuivre la mascarade de l'interview sans que le monologue de Macron soit jamais interrompu. Toujours le même scandale du socialisme vulgaire. Des citoyens français ont été tués et Macron évoque tranquillement à la télé des « *incivilités* », c'est du vrai Macron humainement parlant.

Au journal de 20 h 00 de TF1, Macron ne cache pas son ambition de se tresser les lauriers à propos de son action (sa gesticulation) au sommet européen et de l'accord « historique » obtenu en imposant (son auto congratulation et son autosatisfaction vulgaires). Sans mentir, Macron-le-petit s'est glorifié à la télé de TF1 pour enfumer les Français : « *Je veux que vous soyez convaincus que ma victoire est historique* ». « C'est le bilan recherché de mon action politique » (Macron-le-petit veut faire croire qu'il est Moïse à la Terre promise).

Cet auto-satisfecit est pour son socle électoral si médiocrement résiduel. Macron-le-petit croit pouvoir convaincre les Français que ce n'est pas son problème, mais que c'est la faute de l'Europe qui ne sait pas y faire, y compris dans la gestion calamiteuse de la crise du Coronavirus

par Macron-le-petit et aussi sa clique d'experts corrompus financés par Big Pharma. Macron-le-petit a cru pouvoir s'ouvrir une nouvelle séquence politique de son quinquennat calamiteux, alors que sa cote de popularité est En Marche vers le bas.

Macron-le-petit, l'arrogant incompetent en politique croit tromper tout le monde par ses gesticulations vides de sens en frappant avec ses petits poings sur la table de la scène internationale au sommet européen.

Atlantico : « *Un accord historique pour l'Europe ? Petits arrangements (avec la vérité) entre amis !* »

Sur TF1, Macron a osé : les Français n'auront pas un euro à déboursier pour payer les 750 milliards d'euros que l'Europe va emprunter. Un mensonge de Macron-le-petit ! L'accord lui donne un peu de temps de télé dans une actualité morose où les déconvenues sociales et économiques ne vont pas lui manquer.

C'était mentir sur la gratuité des coronabonds pour les impôts des Européens et surtout des Français.

Macron-le-petit ne pouvait ne pas célébrer « *son travail historique mené pendant plusieurs années* » pour imposer l'intégration budgétaire en Europe et faire payer les riches pour sa gabegie socialiste vulgaire.

Conforme à la doctrine en vigueur chez les socialistes français dépensiers, l'achèvement de l'Europe doit dépasser la simple union monétaire, comme le conçoit l'Allemagne (héritière du Zollverein prussien), avec la mise en place d'une union budgétaire pour faire payer des impôts nouveaux par les pays sérieux.

Sur TF1, Macron-le-petit a osé affirmer : « *Je veux que nos concitoyens mesurent ce qu'il s'est passé (grâce à moi) durant ces quatre jours et quatre nuits. C'est le fruit d'un travail historique de trois ans entre la France (de moi-Macron) et* »

l'Allemagne. » Macron Tweet : Vers des impôts européens (payés par les autres ?)

Au-delà des 40 milliards accordés à la France dans des conditions financières très contestables, il n'en demeure pas moins que le remboursement devrait être assuré par des nouvelles taxes. La liste de ces taxes semble pour l'instant interminable : taxe sur le plastique, sur le carbone, sur le numérique, etc. La Commission va se doter d'une administration (bureaucratie) fiscale pour faire rentrer l'argent de ces impôts !

Avec une forte dose de naïveté, mêlée à la mauvaise foi, Macron-le-petit a prétendu que ces taxes ne seraient pas payées par les Français (mais par les Européens !), par les grandes entreprises et les acteurs internationaux qui ne jouent pas le jeu des politiques européennes. Alors, on demande vraiment à voir !

L'évolution du sommet européen montre bien que Macron-le-petit socialiste mondialiste est contraint de retourner sa veste dans un monde toujours plus divisé. À l'épreuve des faits, Macron-le-petit veut bien reconnaître des vertus à la taxation des politiques européennes (sur le dos des contribuables).

Sur TF1, Macron-le-petit a osé affirmer : *« Nous nous sommes engagés dans ce même accord à créer de nouvelles ressources propres. C'est-à-dire de pouvoir au niveau européen lever un impôt sur les (autres) grandes entreprises et les acteurs internationaux qui ne jouent pas le jeu de nos politiques »* .
TAKAYCROIRE !

Macron-le-petit veut faire croire, aux naïfs, à la création au niveau européen d'une taxe numérique pour les grands acteurs internationaux du numérique qui aujourd'hui ne paient pas d'impôts. Ben voyons !

Alexandre Piquard, Le Monde : Entre l'Europe et les GAFAs, les points de tension sont nombreux. *Apple a gagné contre la*

Commission européenne : la justice a annulé, mercredi 15 juillet, la décision d'août 2016 qui avait sommé Apple de rembourser à l'Irlande 13 milliards d'euros d'avantages fiscaux jugés indus.

Jean-Philippe Delsol, Iref-Europe : *Pas d'impôt nouveau pour redresser la France. Vraiment ?* Une dose supplémentaire du poison fiscal de Macron de Bercy pourrait être fatale aux contribuables français et à l'économie du pays. Différé, le projet de l'OCDE voulait créer une taxe mondiale sur les activités des multinationales. L'idée, toujours la même, était d'instaurer un taux d'imposition des multinationales digitalisées autour de 12,5 % correspondant au taux d'imposition irlandais et au taux minimum instauré aux USA et ensuite de répartir l'impôt entre les pays où la valeur est créée et ceux où elle est consommée.

La menace pour la suite est une fiscalité mortelle pour soi-disant éviter un autre catastrophe !

Le conflit surgit quand les Français ont la nausée et commencent à donner des signes de révolte contre les taxes et impôts, avec la reprise des mouvements d'opposition comme avec les Gilets jaunes.

Alors les Français rassemblés contre Macron-le-petit formuleront des plaintes en harangues claires et distinctes. Et ils exigeront qu'on les libère de Macron-le-petit. À mesure que progressera la violence de la fiscalité abusive de Macron, leurs protestations deviendront de plus en plus véhémentes et politiques.

Or, dans la majorité des cas, et à l'effarement des Français, Bercy et la majorité LREM-socialiste continueront les taxes et impôts de plus belle tant que la France et les Français resteront sans réaction.

Atlantico : « Les Européens ne paieront pas ! Vraiment ? L'imposture de Macron-le-petit consiste à faire croire que ces

taxations ne seront pas payées par les Européens, mais par les entreprises qui doivent acquitter les taxes. Il s'agit d'un mensonge bien connus des économistes. Une taxation aux frontières n'est en réalité qu'une taxe de plus sur la consommation. Elle est répercutée sur les prix et les produits taxés perdent en compétitivité par rapport aux produits non taxés. Mais, dans tous les cas, la taxe est intégrée au prix de vente, et donc perçue sur le dos des consommateurs, que ce soit de façon directe ou indirecte.

Le phénomène sera évident pour les géants du numérique. Si leur production est taxée en Europe, ils majoreront leurs prix avec d'autant moins de gêne qu'ils comptent très peu de concurrents, voire pas du tout dans certains cas. La taxe sur les GAFAM ne sera pas payée par les GAFAM, mais par les clients européens.

S'agissant des taxes carbone ou plastique, le résultat sera le même : les producteurs augmenteront leurs prix de vente pour récupérer la taxe qui sera payée par le consommateur. Ce sont les taxes et impôts Européens payés par les Français qui rembourseront les emprunts supposés profiter à la gabegie socialiste de Macron-le-petit. La fracture numérique crée une inégalité grandissante en France et il est remarquable de voir Macron-le-petit et les Européens vouloir augmenter toujours plus les prix des services numériques.

Alors que les États-Unis privilégient la piste du démantèlement anti-trust, l'obsession fiscale française de Macron-le-petit risque de réserver de bien mauvaises surprises. (Atlantico, Le Courrier des Stratèges).

Atlantico : « Union européenne : les Pays-Bas ont pu préserver leur fiscalité favorable qui commence à irriter les autres membres de l'UE. Si les Pays-Bas, chef de file des cinq pays frugaux qui s'opposaient à la France et l'Allemagne dans la négociation du plan de relance, se sont finalement entendus avec les autres Européens, c'est qu'ils tenaient à préserver

leurs avantages fiscaux.

Les Hollandais, qui travaillent dur et qui aiment faire des affaires, n'aiment pas penser qu'ils sont en Europe ceux qui doivent payer pour la gabegie de Macron-le-petit. Les Hollandais ne voulaient pas revenir sur un système fiscal particulièrement attractif, ni devoir subir une part de mutualisation des dettes européennes (pour 390 milliards), l'autre partie plus conventionnelle avec des prêts remboursables (360 milliards d'euros).

On connaît les déboires de l'Union européenne face à la justice européenne pour se dédommager des cadeaux fiscaux de l'Irlande concédés à Apple, Google et autres multinationales ! L'ONG Tax Justice Network a dénoncé les pertes fiscales des européens soi-disant dues aux avantages fiscaux hollandais.

Les Pays-Bas ont toujours joué avec l'optimisation fiscale proposée aux entreprises sans pourtant faire de l'évasion. Comme dans le système irlandais, ce sont surtout les entreprises qui bénéficient de taux d'imposition avantageux et d'un système de domiciliation de sociétés en commandite.

Pour les taux pratiqués, soit l'entreprise, par le biais du système dit de *rulings*, a négocié en amont le taux auquel elle sera imposée pendant les années qui viennent, quelques soient le montant ou l'évolution de la réglementation fiscale. Soit elle fait remonter les bénéfices dans sa holding, en les taxant comme de la propriété intellectuelle avec un taux affiché à 7% actuellement et 9% à compter de 2021, ce qui est toujours moins qu'un impôt (français monstrueux) sur les sociétés, aux alentours de 25% dans les pays voisins.

Ces mécanismes fiscaux profitent aux entreprises américaines pour les bénéfices européens passés par les Pays-Bas. Macron-le-petit a voulu comparer Mark Rutte, le Premier ministre hollandais, à David Cameron, partisan de la ligne dure lors des négociations européennes, aujourd'hui heureusement libéré

de l'Union européenne. Les Européens ont tout à craindre du dumping fiscal qui sévit en Europe, s'ils veulent augmenter les impôts et les taxes pour payer l'intégration européenne ! Et Macron-le-petit veut faire croire que les Pays-Bas auraient tout à perdre d'une sortie de l'Union européenne sur le plan commercial. (???)

Marianne : « *7,6 milliards par an, les ristournes sur les contributions des États, la face cachée du plan de relance européen* ». Avec le plan de relance de 750 milliards d'euros, l'accord a approfondi les réductions de versements concédées à certains États qui atteindront 7,6 milliards d'euros par an en 2021-2027. C'est la victoire cachée des « frugaux ». Plusieurs pays européens ont obtenu des rabais sur les montants qu'ils devront verser à l'UE entre 2021 et 2027. Ces réductions permettront de payer un montant inférieur à celui prévu par les règles communes qui fixent les redevances des pays membres en proportion de leur richesse nationale.

Cinq pays sont concernés : les Pays-Bas avec 1,92 milliard de ristournes par an, le Danemark avec 377 millions, l'Autriche avec 565 millions, la Suède avec 1,07 milliard, et l'Allemagne avec 3,67 milliards. Ils cumulent ensemble un total de 7,6 milliards de réductions annuelles, qui devront être compensées par les autres États. Une contrepartie au plan de relance de 750 milliards adopté par les 27 doit bénéficier aux pays les plus touchés par la crise. L'avantage allemand est concédé « *dans le contexte du soutien à la reprise* » !

Parmi ces États, les Pays-Bas, la Suède et le Danemark bénéficiaient déjà d'un rabais sur la période 2014-2020. Tous le verront grimper dans le cadre du prochain budget : il augmentera de 1,23 milliard dans le cas hollandais (+176%), de 247 millions pour leurs homologues danois (+190%), et de 884 millions pour les Suédois (+478%). Ces « corrections » doivent compenser des contributions excessives par les pays concernés.

Pour mesurer ces avantages, il est utile de les exprimer en

pourcentage du PIB des pays concernés. Les Pays-Bas s'en sortent avec une réduction à hauteur de 0,24% de leur production annuelle de 2019. Si l'on appliquait le même pourcentage à la France, on obtiendrait 5,75 milliards de ristournes annuelles. Malgré leur réduction l'avantage annuel de l'Allemagne s'élèvera à « seulement » 0,11% de sa richesse nationale en 2019. Alors que les hausses de ces ristournes étaient fortement contestées ces dernières années.

Moralité : Pays-Bas, Danemark, Suède et Autriche, la frugalité des pays de l'Union européenne est payante. La Commission européenne avait proposé une disparition progressive de ces avantages. Mais cette évolution a été enterrée à l'orée du dernier sommet : le cadre de négociations proposé quelques jours avant la rencontre par Charles Michel, le président du Conseil européen, prévoyait déjà une hausse des ristournes. Et elles ont vu leur montant grimper lors des négociations pour les Pays-Bas (+22% par rapport à la proposition initiale), l'Autriche (+138%), la Suède (+34%) et le Danemark (+91%). Ces États ont un point commun avec la Finlande, ils font partie du cercle des « frugaux », qui ont freiné contre un plan de relance trop ambitieux.

Les rabais étaient-ils le prix à payer pour cet « *accord hystérique* » (à la Macron) ?

Par h 16 : Plan de relance européen, l'exportation française du socialisme se porte bien !

C'est l'opportunité géniale de reproduire le modèle socialiste fiscal français à l'échelle de l'Union, un gage de réussite ! Voilà, c'est signé, la fête peut continuer moyennant 750 milliards d'argent du contribuable !

Les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Danemark, des gens rigoureux, épargnants et prévoyants, n'aiment pas se faire voler leurs économies au profit des impécunieux, des incompetents et des dépensiers.

Vraiment, où va le monde ? L'argent des autres va permettre à la France de dépenser 40 milliards de plus. L'histoire a montré que jeter des masses d'argent public sur les marchés n'a absolument jamais permis de relancer quoi que ce soit. Faut donc faire cracher les États qui ne dépensent pas pour ceux qui dépensent sans contrepartie et sans limite, aux frais d'un endettement européen à rembourser par les 27.

C'est un prélèvement-spoliation des économies saines pour les États en faillite, une façon socialiste de la macronnerie vulgaire de vouloir faire payer les fourmis pour la gabegie des cigales du Club Med.

En pratique, Macron s'est voulu le porte-parole de l'Europe panier-percé contre les populismes ! Tout gonflé de sa propre importance, Macron met en place un mécanisme qui garantit l'enfoncement de l'Europe dans les affres que connaît la France de Macron, à savoir l'endettement, la fiscalité de plus en plus délirante et la déconnexion entre les besoins de terrain et l'action publique, gavée de subventions d'argent gratuit.

C'est dire si tout cela est fait par Macron-le-petit avec le plus grand sérieux ! Que peut-on attendre de ces gens-là, et de Macron gay-friendly fiscaliste incompétent, mystificateur, lâche et manipulateur ?

La France socialiste de Macron brûle et pas seulement avec ses églises.

Comme le dit si bien h16 : Ce pays est foutu !

Assurément, tout ça va mal finir !

Thierry Michaud-Nérard